



La Côte
1260 Nyon 1
022/ 994 41 11
www.lacote.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 8'023
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Themen-Nr.: 605.011
Abo-Nr.: 605011
Seite: 7
Fläche: 12'961 mm²

Les éoliennes d'Essertines ne mobilisent pas les foules

GIMEL Jeudi soir, les organisateurs d'une séance d'information et de réflexion autour du projet de parc éolien d'Essertines-sur-Rolle attendaient une septantaine de personnes. En réalité, l'assemblée était plutôt clairsemée dans la Cantine des fêtes de Gimel. «*J'ai compté environ 45 personnes*», relevait Didier Liard, président de l'Association Pieduvent, secteur Essertines-sur-Rolle–Saint-Oyens. A ce nombre, il fallait en outre retrancher la présence de la plupart des actionnaires d'EssairVent (la commune d'Essertines-sur-Rolle, représentée par le syndic Samuel Dufour et Pierre Jaccard, municipal), vento ludens Suisse et les Services industriels de Genève), et quelques rares élus de la région. L'Association Pieduvent et Paysage - Libre Vaud (PLVD) avaient convié les autorités de 11 communes de la région. L'objectif de la soirée, malgré la présence d'EssairVent, n'était pas d'organiser un débat contradictoire.

Sur le petit nombre de participants à cette soirée, Didier Liard avait une explication d'ordre pratique. «*Nous avons envoyé 950 flyers dans les communes de Saint-Oyens, Essertines, Gimel et Saubraz, mais 50% n'ont pas été livrés*».

Une assemblée clairsemée qui n'a pas empêché Jean-Marc Blanc, secrétaire général de PLVD, d'énumérer longuement les arguments des antiéoliens (atteintes à la santé, à l'avifaune, au paysage, question de la sécurité, nuisances sonores et perte de la valeur immobilière des maisons proches, notamment). Il a conclu sur une phrase choc: «*Rien ne justifie le massacre de notre capital paysager*». A Philippe Rusconi, directeur de la Société électrique des forces de l'Aubonne (porteur du projet de parc éolien de Bière) qui lui demandait: «*Quelle est votre solution pour l'énergie du futur?*», Jean-Marc Blanc a répondu: «*Monsieur, vous nous violez et vous nous demandez de trouver une solution. Ce n'est pas notre boulot! On se sent agressés et on se défend!*». Samuel Dufour, à l'issue de la séance, commentait: «*Chacun a le droit à la parole, on est en démocratie. Les opposants ont toute liberté de présenter leurs arguments.*»